

# La fidélité alsacienne

Un interview de M. Norman Angell et une conférence de M. René Bazin

La Gazette du 1er janvier publiait, sous le titre : "Norman Angell on the future", le résumé d'un interview donné récemment par cet écrivain à un représentant du *New-York Sun*. L'auteur de la *Grande Illusion*, qui est attaché aux ambulances de Paris, se serait exprimé comme suit au sujet de l'Alsace-Lorraine :

"C'est une erreur de croire que ces provinces sont unanimes à réclamer leur ré-annexion à la France. Les populations qui les habitent sont en majeure partie allemandes de langue et de tradition. Elles tendent plutôt vers l'autonomie."

Où M. Angell a-t-il bien pu prendre ses renseignements? Il y a dans cette partie de son interview autant d'inexactitudes que de lignes.

M. Angell n'a sans doute pas lu la conférence que M. René Bazin donnait en 1902 sur l'âme alsacienne. Il y aurait trouvé, entre autres choses, ces mots qui l'auraient peut-être détourné de confier, sans les faire réviser, ses impressions trop hâtives au rédacteur du *New-York Sun* :

"Maintenant", écrivait donc l'auteur des *Oberté*, "nous pouvons entrer dans les maisons de l'Alsace qu'habitent des Alsaciens. Qu'y trouverons-nous? Des hommes silencieux. Il n'est pas facile de faire parler sur la question, qui nous intéresse et qui les passionne, ces hommes, qui savent, par expérience, que les paroles sont presque toujours inutiles et même dangereuses. C'est pour cela que les voyageurs pressés sont mal renseignés. Ils rapportent en France des conversations et des jugements qui sont ceux de leurs maîtres d'hôtel, de leurs guides, de leurs cochers ou de leurs marchands de photographies. Le vrai peuple alsacien, ils l'ont vu peut-être, mais ils ne l'ont pas entendu. Il se fait. Cependant, si vous êtes pressés, si vous inspirez confiance et si vous demeurez quelque temps parmi eux, ces Alsaciens silencieux parleront..." (1)

Comme je doute fort que M. Angell, que ses devoirs d'ambulancier doivent retenir à Paris, ait eu le loisir d'aller constater sur place les sentiments, dont il se fait l'interprète, je crains bien qu'il n'ait fait que répéter au correspondant du *New-York Sun* que des racontars qu'il tenait de voyageurs pressés, qui le tenaient eux-mêmes de leurs cochers ou de leurs maîtres d'hôtel. On ne permettra donc d'opposer à ses observations celles de M. René Bazin, qui a étudié sur les lieux mêmes cette question tant débattue des sentiments de l'Alsace envers la France. L'auteur des *Oberté* a consigné ses observations dans la conférence dont j'ai cité un extrait tout à l'heure.

L'Alsace est allemande de naissance. Elle fut durant sept siècles une dépendance du Saint-Empire germanique. Conquise par la France en 1633, elle s'attacha si bien à son vainqueur, et onblia surtout à tel point ses origines, que l'ambassadeur du roi de Prusse à Paris pouvait écrire à son souverain en 1708 que les Alsaciens étaient plus Français que les Parisiens.

"Le roi de France", ajoutait-il, "est si sûr de leur affection à son service et à sa gloire qu'il leur ordonne de se fournir de fusils, de pistolets, de halberdes, d'épées et de plomb toutes les fois que le bruit court que les Allemands ont dessein de passer le Rhin, et qu'ils courent en foule sur les bords du Rhin pour empêcher ou du moins disputer le passage à la nation germanique au péril évident de leur propre vie, comme s'ils allaient en triomphe, en sorte que l'empereur et l'empire doivent être persuadés que, en reprenant l'Alsace sans recouvrer la Franche-Comté, ils ne trouveront qu'un amas de terre morte pour l'auguste maison d'Autriche, et qui conservera un brasier d'amour pour la France, et de fer-

vents désirs pour le retour de son régime en ce pays, auquel ils donneront toujours conseils, faveurs, aide et secours dans l'occasion. (2)

Et cela s'écrivait vingt-sept ans seulement après la prise de possession de Strasbourg! On peut bien se demander avec M. René Bazin, qui rapporte ces lignes, si un diplomate allemand peut dire aujourd'hui de bonne foi, que les Alsaciens sont plus Allemands que les Berlinois, et que l'Alsace conserve pour l'Allemagne comme un brasier d'amour. (3) Je doute fort aussi qu'un diplomate anglais aurait pu en écrire autant vingt-sept ans après la chute de Québec.

Quel est donc le secret de cet attachement de l'Alsace pour la France? Nous pouvons dire avec M. René Bazin qu'il se trouve dans la douceur dont fit preuve la France conquérante.

Louis XIV, qui avait le tact et la manière pour recevoir une province et s'en faire aimer, (4) ne fit jamais sentir à l'Alsace qu'elle était conquise. Il fit tout en son pouvoir pour le lui faire oublier. Il la combla de faveurs. Il se gagna tous les coeurs par ses refus successifs à Condé en 1675, à Luxembourg en 1676, à Crèqui en 1678, qui lui demandaient la permission de prendre, par la force des armes, Strasbourg, qui, bien que cédé par le traité de Munster, s'obstinait à ne pas reconnaître sa domination. La grande ville se rendit d'elle-même en 1681 et Louis XIV y reçut une entrée triomphale comme aucune ville de son royaume ne lui en avait encore préparé. Il lui permit de conserver ses traditions, reconut ses anciennes franchises, lui assura le libre usage de sa langue et le libre exercice de ses deux religions. Il l'exempta de l'application de la révocation de l'édit de Nantes. Il lui accorda le droit de parler allemand devant les tribunaux et de s'en servir dans la rédaction des actes publics, et — que les beaux prêcheurs de l'uniformité de langage au nom de l'unité impériale en prennent note! — cela contribua pour beaucoup à resserrer davantage les liens qui unissaient à la France la nouvelle province.

Dans toutes les guerres de la France, l'Alsace donna ses meilleurs enfants. Elle fournit à la Révolution deux de ses plus brillants chefs: Kléber et Kellerman, et à l'Empire le maréchal Lefebvre. En 1870, dès les premiers bruits que l'Allemand allait passer le Rhin, toute l'Alsace courut aux armes. Belfort se défendit avec tant d'énergie, que les vainqueurs respectèrent, dans le traité final, sa volonté de rester français.

L'Alsace connue, pour la première fois, en 1870, les horreurs d'une conquête armée. Strasbourg, que les canons de Louis XIV avaient jadis épargné, reçut pour sa part, du 12 août au 27 septembre, deux cent mille obus, qui causèrent la mort de trois cents personnes et en blessèrent onze cents. Son musée, sa bibliothèque riche en chartes et en manuscrits, son gymnase protestant furent incendiés. Sa cathédrale, après avoir servi de point de mire pendant toute la durée du siège, eut la croix de fer, qui terminait sa flèche, faussée par un boulet habilement dirigé. Reims et Louvain n'étaient pas des coups d'essai.

Toute l'Alsace ne fut plus qu'un brasier. Ses champs furent dévastés, ses maisons brûlées, ses fermes incendiées. Comme jadis Colborne dans la région des Deux-Montagnes, on pouvait suivre la marche des Prussiens par la traînée des villages en flammes qu'ils laissaient derrière eux.

Après le traité de Francfort, le Prussien s'installa en vainqueur. La langue française déchu de son titre de langue officielle ne fut plus reléguée que dans les parties où elle était la langue générale ou presque générale, les antiques franchises de Strasbourg et des autres villes furent foulées aux pieds. L'enseignement libre, garanti par la loi Falloux, passa sous le contrôle absolu de l'Etat.

On voulut traiter en marâtre l'enfant gâtée de la France. L'Alsace émigra en masse. Sur une population d'un million qu'elle comptait lors du traité de Francfort, trois cent mille revinrent en France dans les vingt premières années, pour ne pas subir plus longtemps le régime prussien. Une société fut fondée en 1871 par le comte d'Haussonville pour subvenir au besoin de ces malheureux. Dans le seul cours de l'année 1900, elle en avait aidé quatre mille à s'établir en France.

On peut encore ajouter à ces chiffres le contingent annuel des jeunes conscrits en âge de faire leur service militaire qui préférèrent l'uniforme français à celui du Prussien. Dans les quatre premières années, c'est-à-dire de 1871 à 1875, on compta jusqu'à 20,000 jeunes gens qui demandèrent leur incorporation dans les casernes de Nancy et des autres villes de la Lorraine française. De 1875 à 1887, il y en eut 120,000 et aujourd'hui on peut dire avec certitude que 2 à 3,000 jeunes gens viennent chaque année faire leur volontariat en France.

En 1902, dans le grand état-major général, sur 138 officiers qui venaient d'Alsace-Lorraine, 17 étaient encore en activité de service. (5)

Les Alsaciens, restés au pays, peuvent se diviser en trois catégories.

Il y a d'abord les germanisés. Ils sont peu nombreux. Si M. Angell n'a vu que ceux-là, il n'a rien vu de l'Alsace. Ils se recrutent surtout chez les usiniers et certains industriels des villes qui comptent, pour vivre, sur l'appui de la clientèle allemande. Ils ne voient que les bénéfices matériels de la conquête. Ils disent :

"Nos industries ont tout d'abord souffert de l'annexion, et nous n'avons pas profité aussi vite et autant que vous pouviez le croire de l'énorme développement économique de l'empire d'Allemagne. Mais le moment est venu où nous en profitons. Nous sommes rudement mais sagement gouvernés, nous avons l'ordre, nous travaillons en paix. Quel avantage si considérable nous offrirait donc un retour à la nationalité française pour que nous sacrifions notre sécurité à un pareil rêve? Est-ce votre industrie qui peut nous tenter? Est-ce vos finances? Est-ce votre marine marchande?" (6)

Philipp Oberlé ne parlait pas autrement.

D'autres se laissent éblouir par les travaux d'embellissement de Strasbourg et l'agrandissement de son port :

"Si vous voulez des exemples de ce que l'Allemagne fait pour nous, voyez l'Université de Strasbourg, l'hôtel des Postes, la bibliothèque, toute la ville nouvelle qui s'est bâtie au-delà du Broglie. Voyez surtout les travaux entrepris sur le Rhin, de notre côté et du côté de Kehl, qui est situé en face. Il y aura là, monsieur, tout prochainement, deux ports considérables ouverts à la navigation fluviale; le Rhin sera rectifié sur plus de cent kilomètres nouveaux; nous allons devenir l'entrepôt de l'Europe centrale, approvisionné par la mer et par le Rhin, ayant pour clientèle une partie de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suisse, de la France elle-même, et je puis vous dire que, avant l'achèvement des travaux et sur les voies fluviales voisines de notre ville, en huit années, le trafic a passé de dix-neuf mille tonnes à cinq cent quarante mille. Ce sont des chiffres! Qu'avez-vous à répondre?" (7)

Mais à côté de ces germanisés, de ces ralliés comme ils aiment à s'appeler pour couvrir leur désertion, on trouve les partisans de la petite patrie, ceux qui rêvent d'une patrie alsacienne. C'est une notable portion de la population des campagnes et même de certaines villes. Ces gens ignorent la France. Ils en ont toujours entendu dire du mal. Ils ont fait leur service militaire en Allemagne. Ils n'ont jamais entendu parler d'autre puissance que l'Allemagne, et pourtant ils détestent cordialement tout ce qui est allemand. Ils formulent ainsi leurs demandes :

"L'Alsace doit rester alsacienne. Nous sommes rattachés politiquement à l'Allemagne, soit; mais faites de nous un véritable pays de la confédération.

"comme la Bavière, comme la Saxe; ne nous faites pas gouverner par des fonctionnaires prussiens qui ne nous comprennent pas et que nous ne comprenons pas; supprimez le régime du gouvernement de Berlin; donnez-nous notre autonomie dans l'empire; laissez s'épanouir la race et le génie alsaciens. (8)

Voilà toute l'autonomie vers laquelle tendent les Alsaciens. Si c'est de celle-là qu'a voulu parler M. Angell, je la lui concède volontiers. Ils ne font que demander d'établir chez eux le régime administratif accordé au Canada.

Il y a enfin — c'est la dernière catégorie et c'est la plus nombreuse — ceux qui désirent ardemment le retour à la domination française. Ils sont l'âme de l'Alsace. Ce sont les fils descendants des protestataires des premières années qui suivirent le traité de Francfort. Comme les Canadiens-français, ils n'ont pas voulu accepter les conséquences morales de la conquête. Ils se sont dit: "Nous resterons Français, malgré la France, malgré l'Allemagne, malgré nos frères transfuges."

La France, il faut voir comme ils l'aiment! Dans les premières années de leur séparation, ils ne répondaient pas à une question posée en allemand. J'ai parlé tout à l'heure des nombreux jeunes gens qui demandaient chaque année leur admission dans les casernes françaises.

Il faut voir encore les pieux pèlerinages que fait chaque dimanche, sur le sol français, la population presque entière de certains villages de la frontière pour venir chanter la *Marseillaise*, à la barbe des gendarmes allemands impuissants. C'est en sifflant "Formez vos bataillons" que les étudiants alsaciens s'interpellent dans les réunions. D'autres demandent à la gare, histoire d'embêter l'employé, leurs billets de chemin de fer en français. D'autres encore refusent de se rendre à une invitation ébelligère en allemand.

Ce sont, dira-t-on, des menus faits de la vie quotidienne. Mais ils sont les seuls témoignages que les Alsaciens peuvent donner à la France. Les manifestations collectives sont interdites et sévèrement réprimées.

L'Alsace, comme l'avait prédit l'ambassadeur de Prusse, n'est qu'un amas de terre morte pour l'Allemagne, qui conserve toujours pour la France comme un brasier d'amour.

La fidélité alsacienne, il n'y a que M. Angell qui en doute.

Un dernier trait le démontrera. C'était au début de la guerre actuelle. Un régiment français venait de s'emparer, presque sans combat, d'un petit village des Vosges. La population se porta à sa rencontre avec des cris de joie. Les vieux, qui avaient vu la première conquête, sautaient au cou des soldats; d'autres se disputaient l'honneur de les loger et de les nourrir. Quelques jeunes gens étaient allés enlever le poteau qui délimitait à l'entrée du village les frontières des deux pays et le rapportaient en triomphe. Ces enfants de l'Alsace, se souvenant de la parole de Louis XIV à son petit-fils, qui venait de monter sur le trône d'Espagne, n'avaient pas voulu attendre leur ré-annexion pour dire à la France qu'il n'y avait plus de Vosges!

Georges COURIERES.

(8) René Bazin, op. cit., p. 178.

## DANSE

Chez le Professeur Lacasse, 426 Saint-Hubert.—Tél. Est 1386

Le nouveau "One step", la nouvelle "Hésitation", la "Maxis", le "Horse trot", enseignés aux étudiants pour \$3.00.

Cours de commençants: prix spéciaux pour étudiants.

## J. A. DUFAULT

distingué chef de l'orchestre universitaire, offre à tous les étudiants, à des prix excessivement bas, des habits du dernier goût; prend les mesures et essaie à domicile ou à l'Université.

1735 Parc Av. Tél. Saint-Louis : 2638.

(1) René Bazin, *Questions littéraires et sociales*, Paris, Calmann-Lévy, pp. 174-175.

(2) René Bazin, op. cit., pp. 168-169.

(3) René Bazin, op. cit., p. 169.

(4) René Bazin, op. cit., p. 170.

(5) René Bazin, op. cit., pp. 172-173.

(6) René Bazin, op. cit., p. 176.

(7) René Bazin, op. cit., pp. 176-177.